

PREFECTURE DE LA SEINE-ET-MARNE

DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTERIELLES
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES
MINES-CARRIERES

ANNEXE 3

Arrêté préfectoral n° 99 DAI 2E 004 autorisant le
Ministre de l'Equipeement, des Transports et du
Logement à réaménager l'échangeur dit "de
Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est
de Mitry Mory.

*Rubriques 2.2.0, 2.3.1, 2.7.0 et 5.3.0 de la
nomenclature annexée au décret n° 93.743 du 29
mars 1993 pris en application de l'article 10 de la
loi sur l'eau.*

Le Préfet de Seine et Marne,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le Code Rural, notamment son livre I, titre III, chapitre II "police et conservation des eaux", article 103,

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique et notamment ses articles R.11.4 à R.11.14,

Vu la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution modifiée par la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, et notamment ses articles 2 et 10,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu le décret n° 93.743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

Vu la demande présentée par le Ministre de l'Equipeement, des Transports et du Logement à l'effet d'être autorisé au titre de la loi sur l'eau à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN2 et la RD 212 au Nord Est de Mitry Mory,

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2E 027 du 13 mars 1998 portant ouverture d'enquête publique du 20 avril au 7 mai 1998 inclus sur la demande susvisée,

Vu l'avis favorable et le rapport en date du 13 juillet 1998 du commissaire enquêteur,

.../...

Vu les registres des observations du public et les pièces attestant le bon déroulement de l'enquête pendant 18 jours consécutifs du 20 avril au 7 mai 1998 inclus sur le territoire des communes de Compans, Thieux, Mitry Mory, Villeneuve sous Dammartin, Le Mesnil Amelot, Saint Mesmes et Gressy.

Vu l'arrêté préfectoral n° 98 DAE 2E 097 du 15 octobre 1998 prorogeant de deux mois le délai d'instruction de la demande susvisée à compter du 15 octobre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Seine et Marne en date du 7 décembre 1998,

Vu l'avis en date du 21 décembre 1998 du conseil départemental d'hygiène de Seine et Marne,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant qui n'a émis aucune observation,

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne,

A R R E T E

Article 1er -

Le Ministre de l'Equipement, des Transports et du Logement, ci-après dénommé "le pétitionnaire", est autorisé au titre de la loi sur l'eau à réaménager l'échangeur dit "de Compans" entre la RN 2 et la RD 212 au Nord-Est de Mitry-Mory.

La réalisation des travaux et l'exploitation des ouvrages devront être conformes aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande et non contraires aux prescriptions du présent arrêté.

Le pétitionnaire prend toutes mesures tant en phase chantier qu'en phase exploitation pour :

- ne pas porter préjudice à l'eau ou au milieu aquatique, tant quantitativement que qualitativement.
- empêcher le débordement et l'infiltration des eaux de ruissellement sur et sous les talus des bassins.

La délivrance de la présente autorisation au titre de la loi sur l'eau n'affranchit pas le pétitionnaire d'autres procédures préalables éventuellement requises.

Article 2 - Les travaux autorisés à l'article 1^{er} ci-dessus relèvent des rubriques ci-après de nomenclature fixée par le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour application de l'article de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

RUBRIQUE		Désignation ou quantités mise en jeu par le projet	Régime applicable
NUMERO	INTITULE		
2.2.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant : Supérieure ou égale à 10000 m ³ /j ou à 25 % du débit	220 l/s vers la Biberonne.	Autorisation
2.3.1.	Installations ou activités à l'origine d'un effluent pour lequel l'apport au milieu aquatique est supérieur à 1t/j mais inférieur à 5 t/j de sels dissous (débit de référence inférieur à 0,5 m ³ /s).	1918 kg	Déclaration
2.7.0.	Création d'étangs ou de plans d'eau, la superficie étant : supérieure à 3 ha.	5,97 ha pour les trois bassins	Autorisation
5.3.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : supérieure ou égale à 20 ha.	262,3 ha vers la Biberonne.	Autorisation

TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 3 - Le réseau de collecte des eaux de l'infrastructure routière est étanche à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory.

Article 4 - Pour des phénomènes pluvieux de période de retour inférieure ou égale à 100 ans (cent ans) les débits de fuite des bassins de régulation doivent respecter les conditions suivantes.

- ⇒ bassin n° 1 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers le bassin n° 2,
- ⇒ bassin n° 2 : débit rejeté inférieur ou égal à 195 l/s vers la rivière la Biberonne,
- ⇒ bassin n° 3 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers la rivière la Biberonne,

Article 5 - Chaque bassin est équipé en sortie :

- d'un voile siphonide ;
- d'un orifice calibré ;
- d'une vanne manuelle d'isolement ;
- d'un ouvrage de surverse.

Article 2 - Les travaux autorisés à l'article 1^{er} ci-dessus relèvent des rubriques ci-après de la nomenclature fixée par le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

RUBRIQUE		Désignation ou quantités mise en jeu par le projet	Régime applicable
NUMERO	INTITULE		
2.2.0	Rejet dans les eaux superficielles susceptible de modifier le régime des eaux, la capacité totale de rejet étant : Supérieure ou égale à 10000 m ³ /j ou à 25 % du débit	220 l/s vers la Biberonne.	Autorisation
2.3.1.	Installations ou activités à l'origine d'un effluent pour lequel l'apport au milieu aquatique est supérieur à 1t/j mais inférieur à 5 t/j de sels dissous (débit de référence inférieur à 0,5 m ³ /s).	1918 kg	Déclaration
2.7.0.	Création d'étangs ou de plans d'eau, la superficie étant : supérieure à 3 ha.	5,97 ha pour les trois bassins	Autorisation
5.3.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant : supérieure ou égale à 20 ha.	262,3 ha vers la Biberonne.	Autorisation

TITRE I - DISPOSITIONS TECHNIQUES

Article 3 - Le réseau de collecte des eaux de l'infrastructure routière est étanche à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory.

Article 4 - Pour des phénomènes pluvieux de période de retour inférieure ou égale à 100 ans (cent ans) les débits de fuite des bassins de régulation doivent respecter les conditions suivantes.

- ⇒ bassin n° 1 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers le bassin n° 2,
- ⇒ bassin n° 2 : débit rejeté inférieur ou égal à 195 l/s vers la rivière la Biberonne,
- ⇒ bassin n° 3 : débit rejeté inférieur ou égal à 25 l/s vers la rivière la Biberonne,

Article 5 - Chaque bassin est équipé en sortie :

- d'un voile siphonide ;
- d'un orifice calibré ;
- d'une vanne manuelle d'isolement ;
- d'un ouvrage de surverse.

Article 6 - La qualité des eaux sortant des bassins de régulation doit être compatible avec l'objectif de qualité 2 de la Beuvronne.

Article 7 -Les digues des bassins de régulation sont efficacement protégées contre les infiltrations d'eau, l'érosion et la dessication.

Article 8 - La crête des digues est calée à au moins 0,40 m par rapport au niveau des plus hautes eaux.

Article 9 - Les bassins ainsi que leurs dispositifs mentionnés à l'article 4 sont inaccessibles au public.

Article 10 - Le bassin d'évaporation de la route périphérique Sud est remblayé et sa conduite d'alimentation supprimée.

Article 11 - Le pétitionnaire assure l'exploitation, le suivi et la maintenance des ouvrages de collecte, régulation, traitement et restitution au moyen de personnel spécialisé en nombre suffisant et équipé de matériel adapté.

Les ouvrages sont constamment entretenus en bon état. Le pétitionnaire procède à ses frais aux constatations, études ou travaux qui pourraient s'imposer pour s'assurer de la conservation des ouvrages.

En particulier :

- Les équipements de piégeage des hydrocarbures sont curés deux fois par an et font l'objet d'au moins une visite tous les deux mois.
- Les eaux rejetées font l'objet d'une analyse semestrielle dont une par an en hiver par un organisme agréé, à l'occasion d'épisodes pluvieux. Cette analyse porte sur les paramètres suivants : débit instantané, MES, DBO5, DCO, NH4, hydrocarbures, Zn, Pb, PH, Chlorures.

Le pétitionnaire transmet tous les ans au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques un rapport de suivi des bassins et de leurs organes annexes, décrivant, pour l'exercice considéré :

- les travaux d'entretien réalisés ;
- les incidents éventuellement survenus ;
- la gestion des déchets et résidus de produits de curage (périodicité des curages, quantités produites et devenir) ;
- les résultats d'analyses et de mesures de contrôle ;
- les commentaires suscités par ce suivi et les perspectives pour l'année suivante.

Article 12 - Les produits de dégrillage, hydrocarbures, graisses et produits de curage des réseaux et bassins sont traités dans des établissements spécialisés réglementairement agréés. Les justificatifs de l'accomplissement de cette prescription sont transmis sans délai au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques avec le cas échéant les résultats d'analyses des produits effectués avant admission.

Article 13 - Toute vidange des retenues doit être précédée d'une demande d'autorisation au titre de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau.

Article 14 - Le pétitionnaire n'emploie pas de produits phytosanitaires à l'intérieur du périmètre de protection éloigné du captage de Mitry-Mory. A l'extérieur de ce périmètre, l'utilisation de produits phytosanitaires se fait de manière raisonnée avec des produits biodégradables adaptés à l'emploi et au milieu concernés et uniquement en période sèche.

Titre 2 - Dispositions générales

Article 15 - L'autorisation est accordée à titre personnel pour une durée de vingt ans à partir de la date de la signature du présent arrêté.

Son renouvellement nécessite la formulation par le pétitionnaire, dans un délai d'un an au plus et de six mois au moins avant sa date d'expiration, d'une demande écrite au préfet.

Article 16 - L'autorisation cessera de produire ses effets s'il n'en a pas été fait usage dans un délai de cinq ans à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 17 - Les plans de récolement des ouvrages de collecte, régulation, traitement et restitution des eaux pluviales seront remis au service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques dans le délai de 6 mois suivant la réception des travaux.

Article 18 - Nonobstant les délais énoncés aux articles 16 et 17, l'autorisation a un caractère précaire et révocable.

Article 19 - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 20 - En cas de transmission du bénéfice de l'autorisation à une autre personne que celle mentionnée au dossier de demande, le nouveau bénéficiaire devra en faire la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge des ouvrages ou aménagements.

Article 21 - Toute modification apportée par le bénéficiaire de l'autorisation à l'ouvrage, l'installation, à son mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 22 - Conformément aux prescriptions de l'article 35 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993, alinéa 3, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation ou de l'affectation indiquée dans la demande d'autorisation des ouvrages et travaux devra faire l'objet d'une déclaration par le pétitionnaire auprès du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, dans le mois qui suivra la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation. Il sera alors donné acte de cette déclaration.

En cas de cessation définitive, le pétitionnaire sera tenu de remettre en état les lieux de manière à préserver les éléments mentionnés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 Janvier 1992 susvisée.

Article 23 Tout incident ou accident intéressant les ouvrages ou aménagements et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau doit être déclaré, dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le titulaire de l'autorisation devra prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de l'incident portant atteinte au milieu aquatique, pour évaluer leurs conséquences et y remédier.

Article 24 - Le préfet peut décider que la remise en service d'un ouvrage, d'une installation, d'un aménagement, momentanément hors d'usage pour une raison accidentelle, sera subordonnée à une nouvelle autorisation si la remise en service entraîne des modifications de l'ouvrage, de l'installation, de l'aménagement ou des modifications de son fonctionnement ou de son exploitation, ou si l'accident est révélateur de risques insuffisamment pris en compte initialement.

Article 25 - Le propriétaire ou l'exploitant sont tenus de livrer passage aux agents habilités à la recherche et à la constatation des infractions à la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau dans les locaux, installations ou lieux où les opérations sont réalisées, à l'exclusion des domiciles ou de la partie des locaux servant de domicile. Les résultats des analyses visées à l'article 11 sont présentés à toute requête du service chargé de la Police de l'Eau et des Milieux Aquatiques.

Article 26 - En application de l'article 44 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993 susvisé, sera puni de la peine d'amende prévue pour les contraventions de la 5e classe :

- 1) Quiconque aura réalisé l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité objet de la présente autorisation, sans satisfaire aux prescriptions fixées par le préfet dans le présent arrêté d'autorisation.
- 2) Quiconque n'aura pas effectué les travaux de modification ou de suppression de l'ouvrage, de l'installation ou des aménagements ou de remise en état du site, qui lui ont été prescrits par arrêté préfectoral en application de l'article 26 du décret précité ou n'aura pas respecté les conditions dont est assortie, par le même arrêté, la réalisation des travaux.
- 3) Le bénéficiaire de l'autorisation s'il apporte une modification à l'ouvrage, à l'installation, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant ou à l'exercice de l'activité ou à leur voisinage, sans l'avoir préalablement porté à la connaissance du service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément à l'article 15 ou à l'article 33 du décret précité, si cette modification est de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation.
- 4) Quiconque se trouve substitué au bénéficiaire de la présente autorisation, sans en faire la déclaration au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, conformément au premier alinéa de l'article 35 du décret précité.
- 5) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire qui n'aura pas déclaré, comme l'exige l'article 35 dernier alinéa du décret précité, la cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, soit de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation, soit de son affectation telle qu'indiquée dans la demande d'autorisation.
- 6) L'exploitant ou, à défaut le propriétaire ou le responsable de la conduite des opérations qui aura omis de déclarer tout incident ou accident intéressant une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité entrant dans le champ d'application du décret précité et de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi

Article 27 - Quiconque effectue une vidange sans l'autorisation prévue à l'article 13 sera puni d'une amende de 2 000 F à 120 000 F et d'un emprisonnement de deux mois à deux ans ou de l'une de ces deux peines seulement, en vertu des dispositions de l'article 23 de la loi sur l'eau.

Article 28 - En application de l'article 29 de la loi n° 92-3 du 3 janvier susvisée, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Cette décision peut être déférée à la juridiction administrative :

- par le pétitionnaire dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

en saisissant le Tribunal Administratif de MELUN - 8, rue Eugène Gonon - Case postale n° 8630 - 77008 MELUN CEDEX

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 29 - Le pétitionnaire est tenu d'afficher une copie du présent arrêté sur l'ouvrage ou à proximité immédiate.

Article 30 - Un extrait du présent arrêté, énumérant notamment les principales prescriptions auxquelles l'ouvrage, l'installation, les travaux ou l'activité sont soumis, sera affiché à la mairie des communes de COMPANS, THIEUX et MITRY-MORY pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire et transmis au service chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques. En outre une copie du présent arrêté sera conservée à la mairie pour consultation éventuelle par le public du département concerné.

Article 31 - Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,

- Monsieur le Ministre de l'Équipement, des Transports et du Logement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de la Seine-et-Marne,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Seine-et-Marne,
- Madame le Chef de la Mission Interservices de l'Eau de la Seine-et-Marne,
- Messieurs les Maires des communes de COMPANS, THIEUX et MITRY-MORY

sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont copie leur sera adressée et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Seine-et-Marne.

Copie du présent arrêté sera en outre adressée à :

- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile-de-France.

Melun, le

15 JAN. 1992

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation

Le secrétaire général,

signé : François Xavier CECCALDI

POUR AMPLIFICATION

Pour le Préfet et par délégation

Le Chef de service

Catherine BONNEAU